

Congrès Marx international V
3 au 6 octobre 2007

Séance plénière du 4 octobre 2007 : Programmes alternatifs, manifestes et utopies

Réexamen du travail productif pour théoriser la démarchandisation
Éléments pour une économie politique de l'altermondialisme

Jean-Marie Harribey

Le premier mot d'ordre du mouvement altermondialiste fut, il y a dix ans : « le monde n'est pas une marchandise », sous-entendu « il ne doit pas l'être ». Que peut dire le marxisme pour y aider ? Comment contrer la délégitimation dont sont l'objet tous les services non marchands, notamment l'éducation publique et l'accès universel aux soins, depuis que le capitalisme a entrepris d'en réduire le champ pour élargir par là-même celui de l'accumulation privée ? Malheureusement, il existe un trou noir dans la théorie économique marxiste. Certes, l'analyse de la marchandise ouverte par Marx au début du *Capital* donne les outils conceptuels pour critiquer le processus de marchandisation du monde. Mais le marxisme a laissé en jachère ce qui pourrait en constituer le rempart : il n'existe pas d'économie politique critique dont l'objet serait de théoriser une sphère non marchande ayant pour vocation de s'étendre au fur et à mesure que les rapports de forces tourneraient à l'avantage du travail face au capital.

L'enjeu théorique et politique est d'importance au moment où l'altermondialisme s'interroge sur les moyens que les travailleurs et les peuples pourraient mettre en œuvre pour battre en brèche la logique de la rentabilité du capital.

Le présent article essaie de poser quelques jalons dans ce sens. Il fait suite à un débat initié au sein du séminaire MATISSE en 2003 autour d'un article que j'avais publié en 2002, et prolongé au colloque MATISSE de 2006 qui lui-même suivait un article plus complet de 2004.

Au sein de la théorie économique libérale, règne la thèse du caractère parasitaire de l'activité publique non marchande financée par prélèvement sur l'activité marchande des agents privés qui, de ce fait, se voit limitée (effet d'éviction, montée des taux d'intérêt). La conséquence normative de cette approche est de verrouiller la politique monétaire, notamment en interdisant la monétisation des déficits publics, obligeant les Etats à emprunter sur les marchés financiers.

Au sein de la théorie marxiste, la conviction du caractère improductif des travailleurs fournissant les services non marchands – quand ce n'est pas des services tout court – est solidement enracinée : ils sont financés par prélèvement sur la plus-value capitaliste.¹ Penser

¹. Cette croyance largement répandue chez les marxistes orthodoxes symbolise-t-elle l'incapacité du marxisme commun à penser l'Etat comme autre chose qu'un simple rouage mécaniquement au service de la classe dominante, en excluant toute approche dialectique qui ferait considérer l'Etat comme le lieu où se nouent contradictions et compromis entre les classes sociales ? Or l'Etat capitaliste peut être aussi, selon les rapports de forces sociaux, Etat social ; mieux : pour être vraiment capitaliste, il faut qu'il soit un peu social. Friedrich Engels écrivait ceci [1971, p. 156], oublié par les marxistes postérieurs : « Mais pour que les antagonistes, les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consomment pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin

dans ces conditions la démarchandisation est impossible puisque la non marchandise dépendrait de l'existence de la marchandise. Quant à l'alliance de classes entre les travailleurs des deux sphères, elle est hautement improbable.

Nous disposons certes avec la théorie keynésienne de l'idée que, en situation de sous-emploi, l'intervention de l'Etat déclenche un effet multiplicateur par la seule vertu d'une propension marginale à consommer comprise entre 0 et 1 et d'autant plus forte que les revenus sont bas. De plus, selon le théorème d'Haavelmo, cette intervention est bénéfique même si la dépense publique supplémentaire est faite à budget équilibré.

Mais cette idée nous paraît aujourd'hui insuffisante devant les coups de boutoir de la théorie néo-classique qui, depuis trente ans, a imposé le dogme des prélèvements obligatoires trop élevés. Elle gagnera à être complétée par une approche revisitant le concept de travail productif.

Seront abordés ici trois points : comment établir le caractère productif du travail effectué dans les services non marchands ? quels éléments sont controversés ? en quoi l'altermondialisme peut-il trouver dans cette discussion une armature théorique ?

1. Le caractère productif du travail dans les services non marchands

La définition du travail productif n'a de sens que relativement aux rapports sociaux dominants. Ainsi, la distinction de Marx entre procès de travail en général et procès de travail capitaliste garde toute sa pertinence pour différencier le travail productif de valeurs d'usage et le travail productif de valeur et de plus-value pour le capital. Il est crucial également de rejeter la matérialité ou l'immatérialité du produit comme critère de définition du travail productif. Marx explique : « Le fait, pour le travail, d'être productif n'a absolument rien à voir avec le contenu déterminé du travail, son utilité particulière ou la valeur d'usage particulière dans laquelle il se matérialise. » [Marx, 1968-c, p. 393]. Seuls doivent entrer en ligne de compte la nature du rapport social qui est noué à l'occasion de la production des biens et des services et le caractère ou non de marchandise de ces biens et services. S'il s'agit d'un travail salarié produisant des marchandises, il est productif de capital (et, dans le même temps bien sûr, de valeur et de revenu correspondant). S'il s'agit d'un travail salarié produisant des services non marchands, il ne produit pas de capital. Produit-il le revenu qu'il perçoit ? Non, répondent à l'unisson le libéralisme, le marxisme traditionnel, de même que certains théoriciens du capitalisme cognitif² : tous laissent en suspens la question de savoir sur quelle base non réalisée serait prélevé le revenu versé. Nous proposons de montrer que, lorsque les besoins collectifs sont anticipés, le travail qui y est consacré produit les valeurs d'usage désirées, il produit aussi leur valeur monétaire non marchande et le revenu distribué correspondant.

Au sein du mode de production capitaliste, la plupart des valeurs d'usage se présentent sous la forme monétaire, mais certaines sont marchandes et les autres ne le sont pas. Schématisons une économie de la manière suivante. Les forces productives sont partagées entre un secteur marchand capitaliste produisant des biens de production et des biens de consommation et un secteur non marchand produisant des services collectifs. La présentation habituelle selon laquelle, en termes libéraux, l'Etat prélève une part du fruit de l'activité privée pour financer ensuite les dépenses collectives, ou, en termes marxistes orthodoxes, il prélève une part de la plus-value produite par les travailleurs salariés du secteur capitaliste, est-elle recevable ou aboutit-elle à une impasse logique ?

s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l' "ordre"; et ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'Etat. »

² . Voir Harribey [2004-a].

L'anticipation des besoins collectifs

Il y a dans toute formation sociale dominée par le capitalisme deux catégories d'agents producteurs : les entreprises privées et la collectivité publique. Comme l'expliqua Keynes, les premières décident de produire quand elles anticipent des débouchés – la demande dite effective qui assure un certain niveau d'emploi – pour leurs marchandises qui répondent à des besoins solvables. Elles réalisent alors des investissements et mettent en circulation des salaires. La vente sur le marché valide cette anticipation, la mévente la sanctionnerait. Quant aux administrations publiques, anticipant l'existence de besoins collectifs, elles réalisent des investissements publics et embauchent aussi. Dans ce second cas, la validation est effectuée *ex ante* par une décision collective et se confond avec l'anticipation. Dans les deux cas, l'injection de monnaie sous forme de salaires et investissements privés et publics lance la machine économique et elle engendre la production de biens privés marchands et de biens publics non marchands. De la même façon que les salaires versés vont *ensuite* être dépensés pour acheter les biens marchands, le paiement de l'impôt vient, *après* que les services collectifs sont produits, exprimer l'accord de la population pour que soient assurées de façon pérenne l'éducation, la sécurité, la justice et les tâches d'administration publique. L'anticipation de services non marchands et leur production par les administrations publiques précèdent donc logiquement leur « paiement » de type collectif par les usagers que l'on peut assimiler à un prix socialisé. En termes post-keynésiens, on dirait que de la monnaie reflue à son point de départ.

Pour appuyer ce raisonnement, effectuons un raisonnement du type « passage à la limite » : imaginons que, dans cette économie, la propriété privée des moyens de production tende à disparaître et où, en conséquence, la proportion de la propriété publique tende vers un. La place des travailleurs productifs de valeur pour le capital se réduit alors jusqu'à disparaître. Ne subsistent que des travailleurs improductifs de capital. Dira-t-on que le travail de ces derniers est échangé contre du revenu prélevé sur la plus-value extorquée aux travailleurs productifs de capital... qui ont disparu ? Ce serait absurde. A cette contradiction logique, il faut donc trouver une solution logique : reconnaître que le travail peut être improductif de capital tout en étant productif de produit et de revenu nouveaux.

Cependant, il faut encore distinguer, dans ce cas où la production est totalement publique, la part marchande et celle non marchande, cette dernière pouvant être considérée, selon la norme habituelle, comme financée par les surplus prélevés sur la première, l'Etat accumulant ainsi du capital dont une fraction serait destinée à cet emploi. Le raisonnement à la limite doit être alors appliqué à l'évolution relative des productions marchande et non marchande. Si la collectivité décide de socialiser progressivement le financement de toute la production pour lui donner le caractère non marchand, la production marchande de plus en plus réduite ne peut être tenue pour la source de celle qui n'est pas marchande. Par ailleurs, si la distinction entre production matérielle et production immatérielle était envisagée pour faire de la première la source de la seconde, dans la mesure où l'une tend à décliner relativement à l'autre, cette considération se heurterait à la même objection que précédemment. Aussi, de manière générale, l'idée selon laquelle une part croissante de l'activité de production de valeurs d'usage est financée par une autre activité en régression relative continue est insoutenable.

Prenons l'hypothèse inverse où l'éducation serait privatisée et soumise à l'exigence de rentabilité du capital. La production pour le capital augmenterait alors que production tout court et revenu seraient inchangés, voire, dans une perspective dynamique, diminueraient à terme si les classes pauvres dont la propension marginale à consommer est plus forte se voyaient privés d'accès aux services éducatifs devenus marchands.

Une critique radicale des dits « prélèvements obligatoires » devient dès lors possible, non point pour délégitimer les services collectifs à l'instar de la doctrine libérale, mais pour critiquer celle-ci dans la mesure où l'idée même d'un prélèvement *préalable* à la production des services collectifs non marchands est une aporie, et du même coup critiquer la vision marxiste la plus couramment rencontrée. Car il faut tirer toutes les conséquences de ceci : « On dit couramment que les activités de production devraient être "laissées au marché", en entendant en réalité par là "laissées au capital", à la propriété capitaliste. L'éducation et la santé sont pourtant bien aussi des activités productives, et parfaitement lucratives pour le capital quand il peut s'en emparer. » [Bidet, Duménil, 2007, p. 252].

*Le bouclage macro-économique*³

A l'aporie dénoncée ci-dessus s'ajoute une autre difficulté non surmontée par la présentation habituelle : celle du bouclage macro-économique que seule une vision marxienne-kaleckienne-keynésienne permet de résoudre. Admettons pour un instant la présentation habituelle : en termes libéraux, l'Etat prélève une part du fruit de l'activité privée pour financer ensuite les dépenses collectives ; en termes marxistes orthodoxes, il prélève une part de la plus-value produite par les travailleurs salariés du secteur capitaliste. Pour qu'une part de la plus-value soit prélevée, il faut au préalable que la plus-value dans son ensemble ait été réalisée, c'est-à-dire qu'elle ait déjà revêtu la forme du profit monétaire.

Or, on sait que le profit monétaire n'est pas possible macroéconomiquement sur la seule base des avances monétaires des capitalistes. Cette contradiction n'est résolue que par l'existence d'un système bancaire qui, grâce à la création monétaire, fait l'avance du profit au système productif capitaliste permettant la réalisation de la plus-value sur le plan macroéconomique et, ainsi, l'accumulation du capital.⁴ On retrouve dans ce qui précède une idée commune à Marx [1968], Luxemburg [1972], Kalecki [1966, 1971], Keynes [1969] et Schumpeter [1934]. On peut montrer en effet que la reproduction élargie de période en période a lieu si la création de monnaie de banque centrale est supérieure à la thésaurisation des ménages. Dans le cas où il n'y aurait pas de création de monnaie centrale, pour qu'il y ait tout de même accumulation et reproduction élargie, les ménages devraient déthésauriser, ce qui équivaldrait à une réintroduction de monnaie dans le circuit, monnaie qui en avait été soustraite.⁵ Alain Barrère [1990, p. 28, souligné par l'auteur] énonçait ainsi ce qu'il appelait une règle du circuit : « *Le circuit est un processus circulatoire de flux de liquidités monétaires itératifs, qui peuvent se muer en d'autres formes monétaires mais ne peuvent engendrer de nouvelles richesses liquides. (...) Ce qui signifie qu'en fin de circuit on ne peut trouver plus de richesse qu'il n'en a été introduit en un point quelconque de l'itinéraire. On ne peut donc découvrir, au terme du circuit, un profit monétaire, dont le montant n'aurait pas été intégré, sous une autre forme-monnaie, en un point quelconque du processus circulatoire.* » Il y a un corollaire à cette règle que je formule ainsi : *aucune forme de monnaie, à prix fixés, ne peut être introduite en un point quelconque du circuit si elle ne correspond pas à une production*

³ . Voir Harribey [2004-b et 2006-b] pour une présentation détaillée.

⁴ . Sur ce point, voir Harribey [1998-b et 2000].

⁵ . Voir Zerbato [1988] et Harribey [2000]. Herland [1991, p. 67] propose une solution au problème de la réalisation des profits. Il construit un schéma où les entreprises font produire 1000 à des salariés qu'elles paient 800. Ceux-ci achètent 800. Le stock de 200, correspondant au profit potentiel de 20% n'est pas vendu. Pour y parvenir, les entreprises distribuent aux capitalistes 20% des 800 déjà encaissés, soit 160 qui servent aux capitalistes à acheter. Puis, par un processus en chaîne, les entreprises distribuent de nouveau 20% des 160, etc., jusqu'à ce que, à la fin du processus, 200 de profits aient été réalisés. Au total, les capitalistes ont récupéré les 800 d'avances et ont réalisé 200 de profits. Cette réalisation s'est-elle faite sans système bancaire créateur de monnaie ? En apparence, oui. En réalité, les capitalistes ont accepté de ne pas récupérer immédiatement la totalité de leurs avances et se sont comportés comme des banquiers en faisant crédit aux entreprises.

réalisée ou anticipée, c'est-à-dire à une valeur ou à une valeur pré-validée, ou encore à du travail social déjà reconnu utile ou dont la reconnaissance est anticipée.

Dès lors, le système bancaire, voire les rentiers potentiels, anticipant la production et la réalisation de la plus-value anticiperaient du même coup la part qui pourrait être prélevée par l'Etat. Cependant, cette solution, qui permettrait simultanément le profit et la reproduction élargie du système capitaliste, ne résout pas la contradiction propre aux « prélèvements ».

En effet, dans la problématique du prélèvement de quelque chose existant préalablement, la valeur ajoutée nette (ou produit net) est la même qu'il n'y ait pas d'Etat ou qu'il y en ait un puisqu'il y a un simple transfert de valeur de la sphère capitaliste considérée comme seule productive vers la sphère non marchande considérée comme improductive. Ainsi, l'intervention de l'Etat n'aurait aucune action sur le produit net. On est bien en pleine problématique libérale que le théorème d'Haavelmo visait à contredire⁶. Plus récemment, les théoriciens de la croissance endogène ont mis en évidence l'existence d'externalités positives engendrées par l'Etat. Cependant, l'éducation et la diffusion des connaissances dans lesquelles s'implique l'Etat sont vues comme créatrices de richesses par les externalités positives qu'elles engendrent mais non par leur apport direct indépendamment de leurs effets externes.

2. Quels sont les points en discussion ?

La thèse ci-dessus résumée a été l'objet d'une discussion et de critiques, notamment dans le cadre du séminaire « Hétérodoxies » du MATISSE. La critique la plus générale et la plus synthétique de la thèse que je défends a été faite par Jacques Bidet [2002, 2003]. Trois objections essentielles m'ont été présentées. La première est que j'aurais abusivement élargi le concept de valeur qui ne pourrait porter que sur les marchandises. La deuxième est que j'aurais abandonné – pour ce qui concerne la sphère non marchande – la théorie selon laquelle ce n'est pas le travail qui s'échange contre un salaire mais la force de travail. Ainsi, j'aurais substitué subrepticement la notion de salaire rémunérant un service à celle de salaire rémunérant la force de travail, en l'occurrence celle des salariés de la sphère non marchande. La troisième critique consiste à réfuter l'idée que le travail puisse être considéré comme producteur ou créateur de revenu, cette dernière catégorie relevant de la distribution.

Elargir le concept de valeur ?

Lorsque Marx analyse le capitalisme et parle de production de valeur, tout comme lorsqu'il parle de travail productif sans autre précision, il s'est placé dans le cadre du modèle abstrait du capital où bien sûr il ne reste plus que la catégorie production de valeur pour le capital. C'est tout le sens du début du *Livre I* du *Capital*. Mais lorsqu'on analyse une formation sociale concrète, on est bien obligé de tenir compte de l'ensemble des rapports qui existent ou subsistent à côté du rapport social fondamental capitaliste. Donc je n'élargis pas le concept de valeur, je tiens compte de l'imbrication de ces différents rapports. A un moment donné, dans une société dominée par le capitalisme, il y a de la valeur produite pour le capital par la force de travail salariée (cette valeur est monétaire et marchande), il y a de la valeur produite par la force de travail indépendante pour elle-même (elle est également monétaire et marchande), et il y a des services monétaires non marchands. La question est de savoir si on a le droit de qualifier ces derniers de « valeur » monétaire non marchande. Toute valeur est monétaire (sur ce point, tous ceux qui se réclament de Marx sont aujourd'hui d'accord). La

⁶. Voir Harribey [2001-a et 2001-b].

réciroque est-elle vraie, c'est-à-dire toute expression monétaire est-elle valeur ? Non, répond Bidet puisqu'il dénie aux services non marchands ce caractère. Je réponds oui, au nom de la thèse selon laquelle la marchandise est une forme de la valeur et la monnaie en est une autre, la plus abstraite car elle est de la valeur par excellence puisque déjà *réalisée*. La question débattue renvoie au statut de la monnaie. Il n'est pas sûr que la monnaie soit encore aujourd'hui bien intégrée au schéma marxien par tous les marxistes. D'où l'importance d'aller voir ce qui se passe du côté de chez Keynes, nous y reviendrons.

Abandon du concept de force de travail ?

La critique concernant mon éventuel abandon du concept de force de travail est importante. Si tel est le cas, je devrai réviser mon jugement ou en tout cas cesser de vouloir intégrer ma thèse à l'intérieur du schéma marxien. Précisons que n'est pas en question l'échange de la force de travail contre salaire au sein de la sphère capitaliste. Il s'agit de savoir si l'emploi du concept de force de travail est compatible avec l'idée que les salariés de la sphère non marchande produisent la valeur qui les rémunèrera. La preuve que ma thèse serait fautive tiendrait dans le fait que les salariés de la sphère non marchande reçoivent la totalité de ce qu'ils ont produit puisque, par définition, la production nette non marchande est évaluée par son coût en salaires, étant entendu que l'Etat ne réalise pas de profit. Autrement dit, parce qu'il n'y a pas exploitation au sens marxien du terme (pas de prélèvement de plus-value), il n'y aurait pas de valeur produite. Cette « preuve » est facilement réfutable car il existe des contre-exemples. Prenons d'abord le cas du travail indépendant, producteur de valeur marchande, à qui revient la totalité de la valeur du produit, bien que celle-ci excède le plus souvent la quantité nécessaire à l'achat de biens de consommation par le producteur, lui permettant au moins de renouveler son outil de travail ; ici, valeur mais point de force de travail salariée ni d'exploitation. Le cas de la sphère non marchande présente un point commun et une différence : pas d'exploitation mais force de travail salariée. On est donc ramené à la discussion précédente sur la catégorie valeur. Je considère que la spécificité du rapport salarial hybride constitué par le cas de la sphère non marchande réside dans le fait qu'il n'est pas nécessaire qu'il y ait plus-value pour qu'il y ait valeur, sauf bien sûr si l'on parle de valeur produite pour le capital. Mais dans ce dernier cas, il n'y a même pas besoin de discuter car nous sommes d'accord. Sur le point controversé, en termes logiques, la condition nécessaire pour qu'il y ait plus-value est qu'il y ait valeur (plus-value \Rightarrow valeur) mais la réciroque n'est pas vraie (on ne peut pas écrire : plus-value \Leftrightarrow valeur).⁷

⁷ . On trouvera dans Harribey [2004-b] une présentation détaillée, ici résumée : on peut exprimer le procès de travail en général par les trois premières propositions logiques suivantes (l'expression à droite du signe \Rightarrow étant la condition nécessaire mais non suffisante de l'expression à gauche de ce signe) :

- 1) travail productif \Rightarrow valeur d'usage (car il existe des valeurs d'usage non produites par l'homme) ;
- 2) valeur d'échange \Rightarrow valeur d'usage (car il existe des valeurs d'usage sans valeur d'échange) ;
- 3) valeur d'échange \Rightarrow travail productif (car il existe du travail productif qui ne produit pas de valeur d'échange) ;
- 4) les trois propositions peuvent être rassemblées : valeur d'échange \Rightarrow travail productif \Rightarrow valeur d'usage.

En revanche, le procès de travail capitaliste pur modifie les relations précédentes :

- 5) travail productif (de capital) \Rightarrow valeur d'usage (car il existe des valeurs d'usage sans qu'elles ne proviennent d'un travail productif de capital) ;
- 6) travail productif (de capital) \Leftrightarrow plus-value \Rightarrow valeur d'échange (car, d'une part, il y a travail productif de capital si et seulement s'il y a production de plus-value, et, d'autre part, la plus-value suppose un cadre marchand sans que la réciroque ne soit vraie) ;
- 7) les propositions 5 et 6 peuvent être rassemblées : travail productif (de capital) \Leftrightarrow plus-value \Rightarrow valeur d'échange \Rightarrow valeur d'usage.

Les fonctionnaires travaillent-ils plus longtemps que le temps nécessaire à la production des biens-salaires qui leur sont nécessaires ? Si oui, il faut en tirer la conclusion qu'ils effectuent un surtravail. Mais où est la plus-value prélevée par l'Etat et correspondant à ce surtravail ? Il y a là, me semble-t-il, une contradiction. S'ils sont exploités au strict sens marxien du terme, c'est qu'ils produisent une valeur que la tradition s'attache à nier. Ne s'agit-il pas d'une nouvelle contradiction ? Si l'on met de côté ici le fait que la notion de salaire comme panier de marchandises est une notion classique mais en partie seulement marxienne car il faudrait y introduire le facteur rapport de forces, on est obligé pour sortir de ces contradictions d'admettre que les employés de l'Etat ne sont pas des salariés identiques à ceux employés par les capitalistes. Ils échangent globalement⁸ leur force de travail contre un salaire qui, pour des raisons socio-institutionnelles elles-mêmes liées à un choix collectif et/ou à un rapport de forces dans la société, se trouve correspondre, *par convention sociale*, à l'évaluation monétaire des services nets rendus à la collectivité. Y a-t-il là un risque d'abandon du concept de force de travail ? Pas du tout. Il y a simplement la prise en compte du caractère particulier du rapport non marchand qui présente deux aspects originaux : le paiement du service est détaché de sa consommation individuelle et la force de travail n'y produit pas de plus-value appropriable. En d'autres termes, cette conception du salaire des fonctionnaires ne remet pas en cause l'analyse de l'exploitation capitaliste, elle constate que l'exploitation (au sens de prélèvement de plus-value) des fonctionnaires est introuvable. La production non marchande n'est donc pas une « production salariale » à proprement parler car elle n'est pas conforme à la production salariale capitaliste. Peut-être même, pourrions-nous avancer vers l'idée que la force de travail dans la sphère non marchande soit une *pré-figure* d'une non marchandise, et cela d'autant plus que les droits sociaux et les garanties sociales afférents à cette condition sont élevés.

La production de revenu ?

Reste le troisième problème. La catégorie de revenu a-t-elle sa place dans l'analyse de la production ? La « création de revenu » doit être prise dans le sens où l'on parle, à la suite de Keynes, de la création du revenu national équivalent au produit national. Le terme de revenu que j'emploie ne renvoie pas à l'acception de Smith quand celui-ci traitait du travail du domestique s'échangeant contre du revenu.⁹

Si l'on admet que l'action de l'Etat a une action sur le produit net, alors il s'en déduit que les salariés de l'Etat produisent une valeur nette et qu'il faut abandonner l'idée de valeur prélevée. Peut-on agréger deux entités relevant de deux champs distincts, le marchand et le non marchand ? Si la monnaie n'existait pas, on pourrait légitimement s'interroger sur cette difficulté, mais l'idée d'hétérogénéité des deux champs n'implique pas que l'une des deux grandeurs soit financée par l'autre.

Pourquoi tant d'insistance à vouloir inclure une partie de l'héritage keynésien à l'intérieur du schéma analytique marxien ? Parce que l'apport principal de Keynes est d'avoir approfondi, à son corps défendant d'ailleurs, certaines intuitions fécondes de Marx. La principale pour le sujet traité concerne la monnaie, et plus précisément la création monétaire. Sans création monétaire, il n'y a pas d'accumulation capitaliste macro-économique car il n'y a pas de profit possible sur le plan global. Mais surtout ici, la prise en compte de la création monétaire oblige à poser la question suivante : que devient la thèse du « prélèvement » lorsque la dépense publique est financée par création monétaire ? Elle s'écroule. Autrement dit, cette thèse ne tiendrait au mieux que dans le cas d'une épargne (consentante ou forcée)

⁸ . Je raisonne ici à l'échelle macro-sociale et non à l'échelle individuelle.

⁹ . J'ai montré dans Harribey [2004-b] que le domestique de Smith créait le revenu qui le rémunérait.

préalable. Bref, les marxistes qui s'arcbutent sur la thèse du « prélèvement » ne peuvent pas faire autrement que de rejoindre la thèse selon laquelle c'est l'épargne qui engendre l'investissement. En cela, ils sont pré-keynésiens et plus proches de Say ou de Hayek que de Marx qui n'avait cessé de combattre les idées du premier. N'oublions pas que cette théorie de l'épargne a pour suite logique celle de l'effet d'éviction du privé par le public.

Enfin, et ce point est pour moi décisif, personne n'apporte de réponse satisfaisante à la question : sur quoi le « prélèvement » est-il effectué ? « La force de travail des fonctionnaires produisant des biens non marchands, tels que l'éducation, etc., s'échange effectivement contre une valeur *prélevée*, c'est-à-dire contre un salaire qui est issu de l'impôt » écrit Bidet [2002]. Entendons-nous bien : je ne nie pas l'impôt, je demande sur quoi il est prélevé. Réponse sous-entendue des marxistes orthodoxes : sur la plus-value (ou, par extension, sur la valeur) produite dans la sphère capitaliste. Cette réponse fait silence total sur la question logique que j'ai posée et que j'ai rappelée plus haut : *comment imaginer un prélèvement sur une base soit qui n'existerait pas ou plus, soit – pour sortir du raisonnement à la limite et revenir à une économie concrète – qui devrait résulter de ce prélèvement ?*

Dissipons un éventuel malentendu. Le travail et les ressources matérielles affectées à telle activité ne sont plus disponibles pour une autre. Mais il n'y a aucune raison de supposer *a priori* que le travail affecté à l'activité A fait vivre l'activité B sans envisager la réciproque et encore moins l'interdépendance entre elles. Les besoins humains sont satisfaits par des valeurs d'usage matérielles ou immatérielles produites sous la coupe du capital ou de la collectivité (le classement matériel/immatériel ne recoupant pas celui privé/public ni celui marchand/non marchand). Le fait que certaines valeurs d'usage ne s'obtiennent que par la médiation du capital qui en profite au passage n'implique pas l'idée que ce soit le marchand qui donne naissance au non marchand ; mieux, cela n'implique pas que la valeur monétaire non marchande soit quantitativement incluse dans la valeur monétaire marchande, ce qui est obligatoire dans la vision traditionnelle.

La monnaie, passerelle entre travail et lien social

Dans un article récent, Bernard Friot [2005] s'est référé à la thèse que je défends pour développer l'idée que les actifs ne font pas vivre les inactifs mais que les revenus qu'ils perçoivent (retraites, allocations chômage, etc.) sont la valeur que la société attribue au travail libre qu'ils effectuent. Plus précisément : « les *cotisations sociales* sont, de la même manière, non pas une part de la valeur attribuée au travail des producteurs du bien B, mais de la monnaie qui attribue de la valeur au travail des producteurs et des bénéficiaires des prestations sociales : le travail subordonné sous forme non capitaliste des infirmières et des médecins ou des travailleurs sociaux si le service de santé et le service social sont financés par les cotisations, le travail libre des membres des ménages bénéficiaires des allocations familiales et celui des chômeurs ou des retraités touchant des indemnités ou des pensions ». Ce point de vue est selon moi critiquable pour au moins deux raisons.

D'une part, les cotisations sociales ne peuvent à la fois rémunérer les producteurs de services de soins et les bénéficiaires de ces soins. Les infirmières et les médecins produisent les soins, les malades les consomment.

D'autre part, la place donnée à la monnaie rompt avec une interprétation marxo-keynésienne de celle-ci et rejoint semble-t-il une interprétation essentialiste bien développée par Michel Aglietta et André Orléan [1982, 1998, 2002] qui entendent se passer de toute théorie de la valeur¹⁰. Ainsi, Friot écrit [2005] : « Le travail ne produit pas de valeur, il produit de la richesse ou de la nuisance ; la valeur est un attribut du travail et non pas un produit du

¹⁰. Jacques Sapir aussi a critiqué cette conception dans son livre [2005].

travail. » Il y a ici, à mon sens, un oubli de la distinction entre travail concret et travail abstrait et un déni du travail abstrait en tant que créateur de la valeur. Ensuite, puisque la monnaie est l'instrument par lequel passe la validation sociale du travail *collectif*, Friot en tire la conclusion que tout revenu monétaire valide un travail productif. Or il s'agit d'un retournement abusif d'une implication logique qui n'est vraie que dans un seul sens : validation sociale du travail au sein du capitalisme \Rightarrow monnaie, mais non l'inverse. Friot ajoute : « Si nos PIB doublent tous les quarante ou cinquante ans en monnaie constante, ce n'est pas parce que les produits du travail (richesse et nuisance confondues) ont doublé en quantité ou en qualité : c'est parce que la valeur attribuée au travail a doublé. » Cette phrase est contradictoire. Si le PIB double en monnaie constante, c'est qu'il a doublé en volume, sinon « la valeur attribuée au travail » n'aurait pas pu doubler en monnaie constante (à partage salaires-profits inchangé), c'est-à-dire en termes de pouvoir d'achat.

De mon point de vue, Friot confond l'instrument par lequel s'exprime la validation du travail social – soit sur le marché, soit par décision publique – et le déterminant de la valeur des marchandises en général et de la force de travail en particulier, dont d'ailleurs Friot consacre la disparition puisqu'il propose de ne plus parler que de « travail » et de « valeur du travail ».

En rompant la dialectique entre valeur d'usage et valeur d'échange, Friot ne peut plus considérer que la valeur d'usage est une condition nécessaire de la valeur, une « porte-valeur ». Autrement dit, les individus n'ont plus besoin de participer au processus de production de valeur d'usage pour être productif de valeur : le sourire de l'handicapé pour remercier le personnel soignant des services que celui-ci lui rend pourrait-il alors être considéré comme du « travail » ? Cette thèse serait intenable. Par bien des côtés, elle rejoint celles défendues par Michael Hardt et Toni Negri [2000] qui voient du travail productif partout, même dans la file d'attente des chômeurs devant l'Agence de l'emploi.¹¹

Quelle convergence ?

Le fond de cette affaire est bien dans le type des rapports sociaux qui préside à la production de valeur et à sa validation. L'articulation entre production et validation me paraît résider dans le fait monétaire. La monnaie considérée comme l'*institution sociale* sans laquelle, premièrement, la vente sur le marché de la marchandise ne pourrait avoir lieu, c'est-à-dire la valeur ne serait pas validée en même temps que l'anticipation capitaliste, et sans laquelle, deuxièmement, l'anticipation et la validation conjointes des besoins collectifs ne pourraient être inaugurées. La monnaie est un opérateur social d'homogénéisation.

La question de la validation est une question-clé. Aussi bien pour ce qui concerne la marchandise que pour les services non marchands. Pour la première, la validation procurée par la *réalisation* de la valeur (théorisée par Marx) est une conséquence attendue mais hypothétique de l'anticipation (théorisée par Keynes) ; elle n'obéit qu'à la loi du marché. Parce qu'elle trouve acquéreur pour sa valeur d'usage, la marchandise est validée en tant que valeur. Marx disait que la valeur d'usage était une « porte-valeur ». Pour les services non marchands, l'adéquation entre l'anticipation et la validation pose évidemment les problèmes de la pertinence sociale du choix et de son caractère démocratique, mais ce n'est pas l'objet de la théorie esquissée ici. La question abordée est celle du travail immédiatement social, c'est-à-dire validé *ex ante*. Le fait que les économistes néo-classiques ne pensent pas la monnaie

¹¹ . Voir une critique dans Husson [2003] et Harribey [2004-a].

devrait nous rendre méfiants et nous aider à reprendre un programme de critique de l'économie politique sur la question du non marchand.¹²

3. En quoi l'altermondialisme peut-il trouver dans cette discussion une armature théorique ?

Précisément, c'est ce programme théorique dont a besoin l'altermondialisme. Il n'y aura pas de limitation de la sphère marchande et, à l'inverse, d'extension de la sphère non marchande où les choix collectifs prévaudront, sans théorie de la démarchandisation qui passe d'abord par la réhabilitation de la valeur d'usage sur la valeur d'échange et ensuite par l'élaboration d'une véritable économie politique de la démarchandisation.

Or, force est de constater que l'altermondialisme n'a produit aucune théorie sur quoi que ce soit. Cela n'est d'ailleurs pas son but de produire de nouveaux concepts. Il est, et ce n'est déjà pas si mal, l'expression d'une grande variété de mouvements sociaux en lutte concrète contre les dégâts du capitalisme néolibéral. Les analyses altermondialistes trouvent leurs sources à l'extérieur : dans le marxisme pour la critique de la marchandisation, de la finance et des contradictions sociales du capitalisme, dans l'écologie politique pour la critique du productivisme, dans le féminisme pour l'analyse en termes de genres, dans la philosophie politique pour l'aspiration démocratique, et, par certains côtés, dans diverses formes de post-modernisme, post-marxisme (voir par exemple les influences des Deleuze, Foucault, Negri), etc.

Lorsqu'on examine les programmes ou manifestes produits par les diverses composantes de l'altermondialisme¹³, on trouve un ensemble de mesures qui, si elles couvrent un champ de plus en plus large parce que le capitalisme s'efforce de plier toute activité humaine à sa logique d'accumulation, souffrent encore, d'une part, d'un manque de cohérence pour bâtir un projet fédérateur et, d'autre part, d'une absence de stratégie en termes d'alliances, les deux choses étant d'ailleurs liées.

Dès lors, il n'est pas surprenant que l'identité de l'altermondialisme soit incertaine. D'abord qualifiés d'anti-mondialistes, puis d'altermondialistes, les mouvements sociaux ayant émergé il y a dix ans sont toujours restés assez flous sur l'objet de leur lutte.

Que signifie être anti-libéral ? S'agit-il d'un refus du libéralisme en tant que philosophie politique. Non, sans doute puisque la démocratie et le retour du politique comme lieu d'exercice de la volonté et de la souveraineté populaires en ce qui concerne les choix de société figurent en tête de toutes les propositions altermondialistes, et cela dans le monde entier. Non encore parce que la garantie des libertés individuelles et collectives est une condition de la démocratie.

S'agit-il alors du refus du libéralisme en tant que doctrine économique faisant l'apologie de la propriété privée et de la régulation par le marché les fondements de la société ? Très certainement, bien que la question de la propriété revienne en force dans le débat public par un autre biais que celui par lequel elle s'imposait durant le XX^e siècle : la priorité n'est plus de nationaliser tel ou tel groupe industriel, mais de rendre inaliénable les connaissances, les ressources vitales, le vivant, etc., en un mot, les biens communs, sur lesquels s'exerce une pression énorme de la part des firmes capitalistes.

S'agit-il alors d'un anti-capitalisme ? C'est là que les choses deviennent très compliquées et très floues. Si l'anti-libéralisme était, en ce début de XXI^e siècle, l'euphémisme par lequel on éviterait de mettre en cause les rapports sociaux capitalistes,

¹² .On trouvera dans Harribey [2006-b] un essai de distinction entre l'anticipation, le financement et le paiement du non marchand qui sont trois moments distincts de la dynamique économique.

¹³ . Voir notamment Attac [2006, 2007-a et 2007-b].

c'est-à-dire la structure de classes, l'organisation du travail et la canalisation des désirs humains vers la marchandise, l'altermondialisme échouerait dans sa tentative d'être un ferment de l'émancipation humaine. Il échouerait parce que ce n'est pas la régulation de plus en plus libérale du capitalisme qui est la cause des dégradations sociales et écologiques. C'est le système lui-même dont la survie exige pour ses privilégiés que soit portée atteinte aux équilibres sociaux et écologiques fondamentaux. La hausse des cours boursiers suppose des plans de licenciement à répétition et la hausse des dividendes versés aux actionnaires impose que les salaires augmentent moins vite que la productivité du travail. Et les grandes puissances s'appêtent à faire de la protection de la nature un nouveau gisement de profit : polluer pour pouvoir dépolluer ensuite et en confier la maîtrise à un marché des droits de polluer.

Le piège se refermait donc. Au lieu de remettre en cause le système capitaliste et, *par voie de conséquence*, sa justification et le projet de ses idéologues libéraux, le combat serait dévié et dévoyé vers la seule contestation de la forme libérale de sa régulation. Or, suffirait-il de limiter la spéculation permise par l'ouverture des frontières financières ? Ce serait oublier que derrière la spéculation il y a toujours un renforcement de l'exploitation capitaliste.

Le contresens qui aboutit à substituer le qualificatif de libéral à celui de capitaliste comporte le risque d'affaiblir le mouvement social car il débouche sur une contradiction : alors que l'on lutte contre le libéralisme, l'exigence du profit capitaliste le fait renaître sans cesse par nécessité d'un discours de légitimation du système et d'une pratique politique pour le mettre en œuvre. La lutte contre le capitalisme englobe celle contre le libéralisme économique mais l'inverse n'est pas vrai. Dit autrement, la lutte contre le second est une condition nécessaire mais non suffisante. La difficulté politique vient du fait qu'il faut modifier les règles de régulation pour préparer les conditions de la fin du capitalisme et non pour en assurer la pérennité.

Nous touchons là la question laissée en suspens en général par les mouvements sociaux et politiques du XX^e siècle et en particulier par le marxisme : le marché peut-il être conservé comme l'un des modes de coordination dans la société par delà la logique marchande visant à tout subordonner à la loi du profit que l'on veut abolir ? Cette question renvoie à deux problèmes jamais suffisamment clarifiés : le marché n'est pas le capitalisme et le libéralisme n'est pas le capitalisme non plus. Problèmes que, jusqu'ici, n'a osé aborder l'altermondialisme.

Je pense qu'une économie politique mettant en évidence le caractère productif du travail dans les services non marchands peut contribuer à ces clarifications nécessaires parce qu'elle vise à légitimer l'existence et le développement d'une sphère non marchande. On sait à quel point les représentations collectives jouent un rôle dans la transformation des sociétés lorsqu'elles « deviennent des forces matérielles ».

La défense des services publics et bien davantage encore de ceux fournis sur base non marchande, ne possède pas jusqu'ici de justification autre qu'éthique. Or on ne construit pas une politique sur cette seule base. D'ailleurs, l'argumentaire libéral se garde bien de se placer sur ce terrain. Il entend porter le fer au niveau de la raison en fustigeant le soi-disant caractère parasitaire, contre-productif, ou tout simplement improductif de l'activité humaine sur laquelle le capital n'a pas de prise. C'est donc à ce niveau de discussion qu'il faut nous situer. Et, sur ce plan-là, seule une théorie de la valeur et du travail productif, à partir d'un réexamen des catégories utilisées traditionnellement par le marxisme, est en mesure de proposer une économie politique de la démarchandisation. A condition d'effectuer un retour à Marx pour distinguer le cadre abstrait du modèle capitaliste pur où il n'y a de valeur que pour le capital et l'analyse d'un capitalisme réellement existant, il est possible de fonder une théorie de la socialisation de la richesse. La théorie libérale confond richesse et valeur. La théorie marxiste ne doit pas rester obnubilée par le fait que le capitalisme tend à réduire toute valeur à celle

destinée au capital. Ce que nous avons appelé « valeur » des services non marchands représente « ce qui existe aussi, mais sous un autre aspect, dans toutes les autres formes sociales historiques, à savoir le caractère social du travail, pour autant que le travail existe comme dépense de force de travail "sociale" » selon les termes mêmes de Marx [1968, p. 1550]. L'altermondialisme ne pourrait-il trouver là la théorie qui lui manque pour faire des services non marchands un pan essentiel des biens communs à préserver de la rapacité du capital ?

Bibliographie

- Aglietta M., Orléan A. [1982], *La violence de la monnaie*, Paris, PUF.
 [1998], *La monnaie souveraine*, Paris, O. Jacob.
 [2002], *La monnaie entre violence et confiance*, Paris, O. Jacob.
- Attac [2006], *Le Petit Alter, Dictionnaire altermondialiste*, Paris, Mille et une nuits.
 [2007-a], *Manifeste altermondialiste, Construire un monde solidaire, écologique et démocratique*, Paris, Mille et une nuits.
 [2007-b], *Le G8 illégitime*, Paris, Mille et une nuits.
- Barrère A. [1990], « Signification générale du circuit : une interprétation », *Economies et Sociétés*, vol. XXIV, n° 2, Série M.P. n° 6, p. 9-34.
- Bidet J. [2002], « L'activité non marchande produit de la richesse, non du revenu, Note à propos d'une thèse de Jean-Marie Harribey », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/debat-bidet.pdf>.
 [2003], « Objections adressées à Jean-Marie Harribey au sujet de sa théorie des services publics », Débat avec J.M. Harribey, séminaire « Hétérodoxies » du MATISSE, 24 septembre, <http://perso.wanadoo.fr/jacques.bidet>.
 [2004], *Explication et reconstruction du Capital*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation.
- Bidet J., Duménil G. [2007], *Altermarxisme, Un autre marxisme pour un autre monde*, Paris, PUF, 2007.
- Bougrine H., Seccareccia M. [2003], « Le rôle des impôts dans l'économie nationale », in Piégay P., Rochon L.P. (sous la dir. de) [2003], *Théories monétaires post-keynésiennes*, Paris, Economica, p. 162-176.
- Davidson P. [1978], *Money and the real world*, London, Mac Milan.
- Engels F. [1971], *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, 1884, Paris, Ed. sociales.
- Friot B. [2001], « Le salaire universel », *Ecorev, Revue critique d'écologie politique*, n° 7, décembre-hiver, p. 29-33.
 [2005], « Le salariat : pour une approche en termes de régimes de ressources », Communication au séminaire du RESORE, GREE, Nancy, 23-27 septembre, et aux Journées du GDR Economie et Sociologie « Les approches du marché du travail », LEST, Aix-en-Provence, 29-30 septembre.
- Graziani A. [1990], « The theory of the monetary circuit », *Economies et sociétés*, Vol. XXIV, n° 2, Série « Monnaie et production », n° 7, ISMEA, p. 7-36.
- Haavelmo T. [1945], « Multipliers effects of a balanced budget », *Econometrica*, vol. 13, octobre, p. 311-318.

Hardt M., Negri A. [2000], *Empire*, Paris, Exils Editeur.

Harribey J.M. [1997-a], *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan.

[1998-a], *Le développement soutenable*, Paris, Economica.

[1998-b], « Marx : des prix de production au circuit monétaire », in Bidard C., Hendaoui A., Poulon F. (sous la direction de), *Keynes et Sraffa, recherche de passerelles*, Paris, Cujas, p. 157-176.

[2000], « Retour sur la "source" du profit », *Documents pour l'Enseignement Economique et Social*, n° 119, mars, p. 39-54.

[2001-a], « Le développement implique l'anticipation des services collectifs : les prélèvements obligatoires sont des suppléments obligatoires », *Revue africaine des sciences économiques et de gestion*, Vol. III, n° 1, janvier-juin, p. 3-38.

[2001-b], « La financiarisation du capitalisme et la captation de valeur », in Delaunay J.C., *Capitalisme contemporain : questions de fond*, Paris, L'Harmattan, p. 68-111.

[2002], *La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique*, Bègles, Ed. du Passant, 2^e éd. 2004.

[2004-a], « Le cognitivisme, nouvelle société ou impasse théorique et politique ? », *Actuel Marx*, n° 36, Paris, PUF, 2nd semestre, p. 151-180.

[2004-b], « Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique », *Economie appliquée*, Tome LVII, n° 4, décembre, p. 59-96.

[2005], « La richesse au-delà de la valeur », *Revue du MAUSS semestrielle*, « Alter-démocratie, alter-économie, Chantiers de l'espérance », n° 26, second semestre, p. 349-365.

[2006-a], « Richesse et valeur : un couple qui ne fait pas bon ménage », *L'homme et la société*, « Pour une économie politique de la richesse » (coord. Kail M., Lantz P., Sobel R.), Paris, L'Harmattan, p. 27-43.

[2006-b], « Anticipation, financement et paiement du non marchand : trois moments distincts de la dynamique économique », Colloque 2^{èmes} journées du développement du GRES, Université Bordeaux IV, 23-24 novembre.

Herland M. [1977], « A propos de la définition du travail productif, Une incursion chez les grands anciens », *Revue économique*, Vol. XXVIII, n° 1, janvier, p. 109-133.

[1991], *Keynes et la macroéconomie*, Paris, Economica.

Husson M. [2003], « Sommes-nous entrés dans le "capitalisme cognitif" ? », *Critique communiste*, n° 169-170, été-automne, <http://hussonet/free.fr/cogniti.pdf>.

Kalecki M. [1966], *Théorie de la dynamique économique, Essai sur les variations cycliques et à long terme de l'économie capitaliste*, Paris, Gauthier-Villars.

[1971], *Selected essays on the dynamics of capitalist economies*, Cambridge, Cambridge University Press.

Keynes J.M. [1969], *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, Paris, Payot.

Lavoie M. [1987], « Monnaie et production : une synthèse de la théorie du circuit », *Economies et Sociétés*, Vol. XXI, n° 9, Série « Monnaie et production », n° 4, ISMEA, p. 65-101.

Luxemburg R. [1972], *L'accumulation du capital*, Paris, F. Maspero.

Marx K. [1965], *Le Capital, Livre I, 1867*, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1..

[1968-a], *Le Capital, Livre II, 1885*, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.

[1968-b], « Notes critiques sur le *Traité d'économie politique* d'Adolph Wagner », 1880, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.

[1968-c], *Matériaux pour l'économie (Théories de la plus-value)*, 1861-1865, in *Oeuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1968, tome 2.

Parguez A. [1990], « Le mythe du déficit au regard de la théorie du circuit », *Economies et sociétés*, Vol. XXIV, n° 2, Série « Monnaie et production », n° 6, ISMEA, p. 129-140, reproduit dans *Problèmes économiques*, n° 2208, 16 janvier 1991.

[2003], « Monnaie et capitalisme : la théorie générale du circuit », in Piégay P., Rochon L.P. (sous la dir. de) [2003], *Théories monétaires post-keynésiennes*, Paris, Economica, p. 129-142.

Sapir J. [2005], *Quelle économie pour le XXI^e siècle ?*, Paris, O. Jacob.

Schumpeter J.A., [1934], *Théorie de l'évolution économique*, 1912, Paris, Dalloz.

Smith A. [1991], *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, Paris, GF-Flammarion, 2 tomes.

Van de Velde F. [2005], *L'économie retrouvée, Monnaie, chômage et capitalisme*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.

Zerbato M. [1988], « Bouclage monétaire du circuit et austérité », *Economie appliquée*, tome XLII, n° 1, p. 91-113.